



Je m'abonne dès 1\$

Newsletter

DERNIÈRES INFOS

Yémen: procédure d'urgence d'une ONG pour stopper les ventes d'armes françaises



Des combattants soutenus par l'Arabie saoudite, à Hajjah, au Yémen, le 22 avril 2019. AFP / SAYAF AHMED

AFP

06/05/2019

L'ONG Action Sécurité Ethique républicaines (ASER) a annoncé lundi une procédure d'urgence devant le tribunal administratif de Paris pour que cessent les ventes d'armes françaises "qui participent aux crimes de guerre au Yémen".

"ASER demande la suspension des transferts d'armes vers les pays de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, responsables de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité, au Yémen", indique un communiqué de l'ONG.

La récente divulgation par le média indépendant Disclose d'une note du renseignement militaire français confirmant l'utilisation d'armes françaises au Yémen "nous a persuadés de l'urgence de ce référé", écrit ASER.

"Certains, y compris dans les milieux militaires ou chez les juges, considèrent que ce qui se passe au Yémen est scandaleux, et il y a une demande citoyenne de responsabilité de plus en plus grande", a déclaré à l'AFP Benoît Muracciole, de l'ASER.

Paris est régulièrement mis en cause, notamment par la presse et des ONG, pour ses ventes d'armement à destination de Riyad et d'Abou Dhabi, susceptibles selon elles d'être utilisées contre les civils au Yémen. Jusqu'ici, la ligne invariablement avancée par Paris est que ces armements ne sont utilisés que de manière défensive "et pas sur la ligne de front".

Or, selon la note dévoilée mi-avril par Disclose, des armes françaises sont bien utilisées sur le territoire yéménite par Riyad et Abou Dhabi contre les rebelles houthis, minorité chiite soutenue par l'Iran.

La divulgation de cette note a valu à trois journalistes une convocation, le 14 mai prochain, en vue d'une audition libre dans les locaux de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), dans le cadre d'une enquête pour "compromission du secret de la défense nationale".

Une journaliste yéménite exilée en Suède, Afrah Nasser, a lancé une pétition exhortant les autorités françaises à "renoncer à toute menace de poursuites" à l'encontre de trois journalistes, pétition qui a recueilli 24.400 signatures à ce stade.

Le conflit au Yémen a tué des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils, selon diverses organisations humanitaires.

Environ 3,3 millions de personnes sont toujours déplacées et 24,1 millions, soit plus des deux-tiers de la population, ont besoin d'assistance, selon l'ONU.

À la une



Israéliens et Palestiniens saluent la trêve mais redoutent de nouvelles violences

Le gouvernement met les fonctionnaires en grève face à leurs responsabilités

La Bourse de Beyrouth suspend ses opérations en raison de la grève à la BDL

Inscrivez-vous à la Newsletter

 Votre e-mail

[→ JE M'INSCRIS](#)

[RETOUR À LA PAGE "DERNIÈRES INFOS"](#)